1
Bureau
Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Colonies, le 13 octobre 1953, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel portant organisation du concours d'admission à l'Ecole coloniale à subir par les candidats à un emploi du cadre de l'inspection de l'enseignement et des écoles officielles, a donné le 4 novembre 1953 l'avis suivant :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 13e October 1953 door de Minister van Koloniën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit tot inrichting van het vergelijkend toelatingsexamen tot de Koloniale School, af te leggen door de candidaten voor een betrekking in het kader van de inspectie van het onderwijs en van de officiële scholen, heeft de 4e November 1953 het volgend advies gegeven :

De Raad van State stelt voor een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

ARRETE MINISTERIEL PORTANT ORGANISATION DU CONCOURS D'ADMISSION A L'ECOLE COLONIALE A SUBIR PAR LES CANDIDATS A UN EMPLOI DU CADRE DE L'INSPECTION DE L'ENSEIGNEMENT ET DES ECOLES OFFICIELLES.

Le Ministre des Colonies,

Vu le statut des agents de l'administration d'Afrique, annexé à l'arrêté du Régent du 20 août 1948, notamment les articles 6 à 9 modifiés par les arrêtés royaux des 23 février , 27 juillet 1953 et ...;

Vu le règlement d'exécution du statut précité, annexé à l'arrêté ministériel du 7 avril 1948, notamment les articles 1er et 1 bis, modifié par l'arrêté ministériel du ... ;

Vu l'arrêté ministériel du 1er mars 1951 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Ecole coloniale, notamment les articles 1er et 6;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

A R R E T E :

CHAPITRE 1er. DE L'EPREUVE D'ADMISSION.

Article 1er.-

Les épreuves d'admission à l'Ecole coloniale, organisées pour les candidats à un emploi du

.../...

cadre de l'inspection de l'enseignement et des écoles officielles, comportent une partie écrite et une partie orale, cotées respectivement sur un total de 60 et de 40 points et portant toutes deux sur la formation générale des candidats.

Toutefois, dans les cas d'urgence, ces épreuves peuvent être réduites à une simple épreuve orale.

Article 2.-

Les épreuves d'admission sont organisées en français ou en néerlandais en fonction des besoins du recrutement.

Article 3.-

Les épreuves débutent par la partie écrite. Celle-ci consiste en un résumé et un commentaire d'une conférence et a notamment pour but de déceler l'esprit de synthèse et de critique des candidats.

La partie orale est subie devant un jury. Elle a pour but de permettre d'apprécier la personnalité des candidats, leur maturité d'esprit et de caractère ainsi que leurs qualités de réflexion et d'élocution. Elle consiste en un entretien sur des matières d'ordre général.

La partie écrite et la partie orale sont toutes deux éliminatoires. Les candidats doivent obtenir au moins la moitié du total des points prévu pour chacune d'elle.

Article 4.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

CHAPITRE II . - DES CONCURRENTS.

Article 5.-

Peuvent être autorisés à participer aux épreuves d'admission, les candidats qui possèdent les diplômes ou certificats exigés et qui satisfont en outre aux conditions suivantes :

1° posséder la nationalité belge;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° avoir accompli à l'armée le terme de service actif, ou se trouver dans un des cas d'exemption ou de dispense prévus par la loi, ou avoir été mis à la disposition du Ministre des Colonies pour la durée des obligations de milice, cette condition devant être remplie au moment de l'ouverture de la session de cours de la section de l'enseignement de l'Ecole coloniale;

5° avoir atteint, à la date fixée pour la clôture des inscriptions, l'âge de 21 ans et ne pas avoir dépassé à cette même date la limite d'âge fixée à :

.../...

35 ans pour les agents et employés issus des administrations métropolitaines, pour les bénéficiaires de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947 et pour les membres du personnel de l'enseignement libre à l'exception de ceux auxquels il n'a été confié dans cet enseignement que des emplois intérimaires;

30 ans pour les candidats qui sont titulaires d'un diplôme donnant accès à un emploi d'une catégorie supérieure à la 4ème;

28 ans pour les autres candidats;

6° en ce qui concerne le personnel féminin, ne pas être engagé dans les liens du mariage .

Les candidats qui auraient participé indûment aux épreuves d'admission ne pourraient être déclarés admissibles aux cours de préparation coloniale.

Article 6.-

Les modalités d'inscription aux épreuves d'admission sont portées à la connaissance des intéressés par avis publié au Moniteur belge et par tout autre moyen jugé opportun.

Le délai d'inscription ne peut être inférieur à quinze jours. Ce délai prend cours à la date à laquelle l'avis officiel est publié au Moniteur belge.

Article 7.-

Les candidats inscrits en temps utile et justifiant des conditions fixées, sont avisés par lettre recommandée de la date, de l'heure, du lieu et du programme de l'épreuve.

Article 8.-

A l'issue de l'épreuve, les candidats qui ont réussi sont répartis dans des réserves de recrutement distinctes, d'après la spécialisation qui ressort de leurs diplômes ou certificats d'études.

Le candidat titulaire de plusieurs spécialisations est classé, le cas échéant, dans les diverses réserves de recrutement auxquelles l'épreuve à laquelle il a participé donne accès.

Dans chaque réserve, les candidats sont classés d'après le nombre de points obtenus, sous réserve des dispositions de la loi des 3 août 1919 et 27 juin 1947. Si plusieurs candidats ont obtenu le même nombre de points pour l'ensemble de l'épreuve, ils sont classés d'après le nombre de points obtenus pour la partie écrite; à égalité de points pour cette partie, les plus âgés l'emportent sur les plus jeunes.

Article 9.-

A mesure des besoins du recrutement, les candidats classés dans les diverses réserves seront déclarés admissibles à l'Ecole coloniale, dans la limite du nombre d'emplois offerts dans le cadre de chaque spécialité et conformément au classement établi.

Chacune de ces réserves reste valable jusqu'au moment où une épreuve est organisée pour son renouvellement. Toutefois, le Ministre des Colonies peut, pour les nécessités d'un bon recrutement, proroger la durée de validité d'une réserve ancienne, dont les candidats prennent rang avant ceux de la réserve nouvellement constituée.

Article 10.-

Chaque candidat classé reçoit notification écrite de la place qu'il occupe dans sa réserve ou éventuellement dans plusieurs réserves.

Le classement général de chaque réserve est

CHAPITRE III. - DES JURYS, DES CONFERENCIERS ET DES CORRECTEURS.

Article 11.-

Pour la partie écrite de chaque épreuve, le Ministre des Colonies désigne le conférencier, qui est, en outre, chargé de corriger en premier lieu les copies des concurrents, et un second correcteur, obligatoirement choisi parmi les membres du jury chargé de la partie orale.

Chaque correcteur attribue sa cote séparément.

La cote définitive est formée par la moyenne arithmétique entre les cotes des deux correcteurs.

Si la différence entre les deux cotes excède 4 points ou s'il y a une cote d'exclusion, le président du jury compétent entend contradictoirement les deux correcteurs et fixe la cote définitive.

Article 12.-

Le second correcteur désigné assiste à la conférence ou, en cas d'empêchement, reçoit communication du texte de la conférence.

Article 13.-

La partie orale des épreuves d'admission est subie devant un jury composé de cinq membres, y compris le président.

Est de droit président le fonctionnaire placé à la tête de la direction du Ministère des Colonies dont dépend le service de l'enseignement, ou son délégué.

Deux membres sont désignés par le Ministre des Colonies parmi les professeurs de la section de l'enseignement de l'Ecole coloniale. Ils sont choisis, suivant le cas, dans le rôle français ou dans le rôle néerlandais de cette école.

Les deux derniers membres appartiennent, suivant le cas, au régime linguistique français ou au régime linguistique néerlandais, et sont choisis comme suit par le Ministre des Colonies parmi les membres de l'enseignement officiel belge :

1° un professeur d'université et un professeur d'athénée, pour le recrutement de professeurs licenciés-agrégés;

2° deux professeurs d'athénée, pour le recrutement de surveillants porteurs d'un certificat de l'enseignement moyen du degré supérieur;

3° un professeur d'école normale moyenne et un professeur d'école normale primaire pour le recrutement de régents ou d'instituteurs;

4° deux inspecteurs de l'enseignement technique, pour le recrutement de professeurs de cours techniques ou de maîtres d'apprentissage pour l'enseignement technique.

Le président désigne l'un des membres du jury comme rapporteur.

.../...

Article 14.-

Au terme des épreuves, le jury établit le classement des candidats.

CHAPITRE IV. - DE LA SURVEILLANCE DES EPREUVES.

Article 15.-

Des agents du Ministère des Colonies assument la surveillance des épreuves écrites et introduisent les candidats auprès des jurys lors des épreuves orales.

CHAPITRE V. - DES ALLOCATIONS ET INDEMNITES.

Article 16.-

Le conférencier bénéficie d'une première allocation pour la préparation et d'une seconde pour l'exposé de sa conférence.

Le conférencier et le second correcteur bénéficient d'une allocation pour chaque copie corrigée.

Ces allocations sont forfaitaires. Elles sont d'un montant supérieur lorsque la conférence a été faite à des universitaires ayant au moins le grade de licencié.

Les montants de ces allocations sont fixés au tableau I annexé au présent arrêté.

.../...

Article 17.-

Les membres du jury constitué pour la partie orale de l'épreuve, y compris le président, et les agents visés à l'article 15 bénéficient d'une allocation calculée par heure de prestation.

Les montants de ces allocations sont fixés au tableau II annexé au présent arrêté.

Article 18.-

§ 1er. Le conférencier et les membres du jury, y compris le président, ont droit au remboursement de leurs frais de parcours par chemin de fer, en première classe, entre leur domicile et Bruxelles. Les agents visés à l'article 15 ont droit au remboursement des mêmes frais de parcours en troisième classe.

§ 2. Les personnes visées au § 1er bénéficient d'une indemnité forfaitaire journalière de séjour, lorsque leur voyage dure plus de cinq heures. Cette indemnité est plus élevée lorsque le voyage dure au moins huit heures.

Les voyages d'une durée ininterrompue de plus de cinq heures à moins de huit heures, qui comprennent entièrement la treizième et la quatorzième heure du jour, donnent lieu à l'octroi de l'indemnité prévue pour les voyages d'une durée de huit heures au moins.

Un supplément forfaitaire d'indemnité est accordé lorsque l'intéressé n'a pu loger chez lui. Ce supplément est plus ou moins élevé selon que

.../...

l'intéressé a effectivement supporté des frais supplémentaires ou qu'il a bénéficié d'un logement gratuit.

Les montants de ces indemnités et suppléments sont fixés au tableau III annexé au présent arrêté.

Article 19.-

Le Ministre des Colonies peut, pour les nécessités d'un bon recrutement, proroger la durée de validité de réserves de recrutement existant au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté. En ce cas, les candidats de la réserve ancienne prennent rang avant ceux de la réserve nouvelle correspondante constituée en vertu du présent arrêté.

Article 20.-

Sont abrogés les arrêtés ministériels des 7 avril 1949, 21 octobre 1949 et 18 février 1950 relatifs à l'organisation des concours d'admission à l'Ecole coloniale pour les candidats aux emplois dans l'enseignement colonial.

Article 21.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Bruxelles, le

ANNEXES.

I. Allocations forfaitaires (prévues à l'article 16).

BENEFICIAIRE	OBJET	UNITE	MONTANT (en francs)	
			Conférence à des universitaires au moins licenciés	Conférence à d'autres candidats
Conférencier	Préparation de la conférence	---	500	350
Conférencier	Exposé de la conférence	---	100	75
Conférencier) Second correcteur)	Correction des copies	par copie	30	25

II. Allocations horaires (prévues à l'article 17).

Membre du jury 100 frs
Agent chargé de surveillance, etc... 60 frs

III. Indemnités de séjour (prévues à l'article 18).

OBJET	MONTANT (en francs)	
	Membre du jury et conférencier	Agent chargé de surveillance
Voyage de plus de 5 heures :	25	25
Voyage de 8 heures ou plus :) Voyage de moins de 8 heures, mais comprenant la 13ème et la 14ème heure :)	125	65
Supplément pour logement gratuit :	65	45
Supplément pour logement payant :	155	105

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du ...

MINISTERIEEL BESLUIT TOT INRICHTING VAN HET VERGELIJKEND EXAMEN VOOR TOELATING TOT DE KOLONIALE SCHOOL, AF TE LEGGEN DOOR DE CANDIDATEN VOOR EEN BETREKKING IN HET KADER VAN DE ONDERWIJSINSPECTIE EN VAN DE OFFICIELE SCHOLEN.

De Minister van Koloniën,

Gelet op het statuut der beambten van het bestuur in Afrika, gevoegd bij het besluit van de Regent van 20 Augustus 1948, namelijk op de artikelen 6 tot 9 zoals zij zijn gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 Februari, 27 Juli 1953 en ...;

Gelet op het reglement tot uitvoering van voornoemd statuut, gevoegd bij het ministerieel besluit van 7 April 1948, namelijk op de artikelen 1 en 1 bis, gewijzigd bij het ministerieel besluit van ...;

Gelet op het ministerieel besluit van 1 Maart 1951 betreffende de inrichting en de werking van de Koloniale School, namelijk op de artikelen 1 en 6;

Gelet op het advies van de Raad van State,

B E S L U I T :

HOOFDSTUK I. - TOELATINGSEXAMEN.

Artikel 1.-

De examens voor toelating tot de Koloniale School, ingericht ten behoeve van de candidaten voor een betrekking

.../...

in het kader van de onderwijsinspectie en van de officiële scholen, bestaan uit een schriftelijk en een mondeling gedeelte, waarvoor onderscheidenlijk punten worden toegekend op een totaal van 60 en van 40, en welke beide op de algemene vorming van de candidaten betrekking hebben.

In spoedgevallen echter kunnen deze examens tot een eenvoudig mondeling examen worden beperkt.

Artikel 2.-

De toelatingsexamens worden, naar gelang van de behoeften der werving, in het Nederlands of in het Frans ingericht.

Artikel 3.-

De examens beginnen met het schriftelijk gedeelte. Dit bestaat in een samenvatting van en een commentaar op een voordracht en heeft namelijk ten doel de zin voor synthese en kritiek van de candidaten na te gaan.

Het mondeling gedeelte wordt voor een commissie afgelegd. Het heeft ten doel de persoonlijkheid, de verstandelijke ontwikkeling, de karaktervorming en het begrips- en uitdrukkingsvermogen der candidaten te laten beoordelen. Het bestaat in een gesprek over algemene onderwerpen.

Het schriftelijk en het mondeling gedeelte zijn beide schiftingsexamens. De candidaten moeten ten minste de helft van het totaal der punten, dat op elk gedeelte staat, behalen.

.../...

Artikel 4.-

Het examen kan aangevuld worden met een ondervraging over de technische kennis van de candidaten, indien de bijzondere aard van de te begeven betrekkingen zulks vereist.

HOOFDSTUK II. - MEDEDINGERS.

Artikel 5.-

Machtiging om aan de toelatingsexamens deel te nemen, kan verleend worden aan de candidaten, die de vereiste diploma's of getuigschriften bezitten en tevens aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° van Belgische nationaliteit zijn;
2° van onberispelijk gedrag zijn;
3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
4° bij het leger de werkelijke dienst volbracht hebben, of in een der bij de wet bepaalde gevallen van vrijstelling of vrijlating verkeren, of voor de duur van de dienstplicht ter beschikking van de Minister van Koloniën zijn gesteld, met dien verstande dat aan deze voorwaarde moet voldaan zijn op het tijdstip der opening van de zittijd der cursussen van de afdeling onderwijs der Koloniale School;
5° op de voor het afsluiten der inschrijvingen vastgestelde datum 21 jaar geworden zijn en op diezelfde datum de leeftijdsgrens niet overschreden hebben, die vastgesteld is op :

.../...

35 jaar voor de ambtenaren en de beambten uit de moederlandse besturen, voor de rechthebbenden der wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947 en voor de personeelsleden van het vrij onderwijs, uitgezonderd zij aan wie in dat onderwijs alleen interimbetrekkingen zijn opgedragen;

30 jaar voor de candidaten die houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot een betrekking in een categorie boven de vierde;

28 jaar voor de overige candidaten;

6° wat het vrouwelijk personeel betreft, niet door de huwelijksband verbonden zijn.

De candidaten die onrechtmatig aan de toelatingsexamens hebben deelgenomen, kunnen tot de lessen in koloniale voorbereiding niet toegelaten worden.

Artikel 6.-

De voorzieningen inzake inschrijving voor de toelatingsexamens worden de belanghebbenden ter kennis gebracht door een in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt bericht en door enig ander middel dat passend wordt geacht.

De termijn van inschrijving mag niet minder dan vijftien dagen bedragen. Hij gaat in op de dag waarop het officieel bericht in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Artikel 7.-

De candidaten die tijdig zijn ingeschreven en aan de gestelde voorwaarden voldoen, worden bij aangetekend brief van datum, uur, plaats en programma van het examen in kennis gesteld.

.../...

Artikel 8.-

Na afloop van het examen worden de geslaagde candidaten in onderscheiden werfreserves ingedeeld, naar gelang van de specialiteit die uit hun diploma's of studiegetuigschriften blijkt.

De candidaat met meer dan één specialiteit wordt eventueel gerangschikt in de verschillende werfreserves waartoe het examen, waaraan hij heeft deelgenomen, toegang verleent.

In iedere reserve worden de candidaten volgens het aantal behaalde punten gerangschikt, onder voorbehoud van het bepaalde in de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Juni 1947. Hebben verscheidene candidaten voor het examen in zijn geheel hetzelfde puntenaantal behaald, dan worden zij gerangschikt volgens het aantal punten die zij in het schriftelijk gedeelte hebben behaald; bij gelijke punten in dat gedeelte krijgen de ouderen de voorkeur boven de jongeren.

Artikel 9.-

Naar gelang van de behoeften der werving kunnen de in de verschillende reserves gerangschikte candidaten, binnen de grenzen van het aantal in het kader van elke specialiteit te begeven plaatsen en overeenkomstig de vastgestelde rangorde, tot de Koloniale School toegelaten worden.

.../...

Elke van die reserves blijft geldig totdat met het oog op haar vernieuwing een nieuw examen wordt ingericht. De Minister van Koloniën mag evenwel, waar zulks voor een dergelijke recrutering vereist is, de geldigheid van een oudere reserve verlengen; in dat geval worden de candidaten van de vroegere reserve vóór die van de nieuw aangelegde gerangschikt.

Artikel 10.-

Aan iedere gerangschikte candidaat wordt schriftelijk kennis gegeven van de plaats die hij in zijn reserve of eventueel in verscheidene reserves inneemt.

De algemene rangorde voor iedere reserve wordt in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

HOOFDSTUK III.- EXAMENCOMMISSIES, VOORDRACHTGEVERS EN CORRECTOREN.

Artikel 11.-

Voor het schriftelijk gedeelte van elk examen wijst de Minister van Koloniën de voordrachtgever aan, die er tevens mede belast is als eerste het examenwerk

.../...

der mededingers te verbeteren, alsook een tweede corrector, verplicht te kiezen onder de leden van de met het mondeling gedeelte belaste examencommissie.

Iedere corrector kent afzonderlijk zijn waardecijfer toe.

Het eindcijfer wordt gevormd door het rekenkundige gemiddelde van de waardecijfers van beide correctoren.

Is er meer dan 4 punten verschil tussen beide waardecijfers of is er een uitsluitingscijfer, dan stelt de voorzitter van de bevoegde examencommissie het eindcijfer vast, na beide correctoren op tegenspraak te hebben gehoord.

Artikel 12.-

De aangewezen tweede corrector woont de voordracht bij of krijgt, indien hij verhinderd is, inzage van de tekst der voordracht.

.../...

Artikel 13.-

Het mondeling gedeelte van het toelatingsexamen wordt afgelegd voor een commissie die bestaat uit vijf leden, met inbegrip van de voorzitter.

Van rechtswege is voorzitter de ambtenaar die aan het hoofd staat van de directie van het Ministerie van Koloniën waarvan de dienst onderwijs afhangt, of zijn gemachtigde.

Twee leden worden door de Minister van Koloniën aangewezen onder de leraars van de afdeling onderwijs der Koloniale School. Zij worden, al naar het geval, uit de Nederlandse of uit de Franse taalrol dezer school gekozen.

De andere twee leden staan, naar gelang van het geval, op de Nederlandse of op de Franse taalrol en worden door de Minister van Koloniën als volgt onder de leden van het Belgisch officieel onderwijs gekozen :

1° een universiteitsprofessor en een atheneumleraar, voor het aanwerven van leraars met de graad van licentiaat-geaggregeerde ;

2° twee atheneumleraars, voor het aanwerven van studiemeesters met een getuigschrift van hoger middelbaar onderwijs ;

3° een leraar aan een middelbare normaalschool en een leraar aan een lagere normaalschool, voor het aanwerven van regenten of onderwijzers ;

.../...

4° twee inspecteurs van het technisch onderwijs, voor het aanwerven van leraars in technische vakken of van leermeesters voor het technisch onderwijs.

De voorzitter wijst een der leden van de examen commissie als verslaggever aan.

Artikel 14.-

Na afloop van de examens stelt de commissie de rangschikking van de candidaten vast.

HOOFDSTUK IV. - TOEZICHT OP DE EXAMENS.

Artikel 15.-

Personeelsleden van het Ministerie van Koloniën nemen het toezicht waar op de schriftelijke examens en leiden bij de mondelinge examens de candidaten vóór de commissie.

HOOFDSTUK V. - TOELAGEN EN VERGOEDINGEN.

Artikel 16.-

De voordrachtgever ontvangt een eerste toelage voor het voorbereiden en een tweede voor het houden van zijn voordracht.

De voordrachtgever en de tweede corrector ontvangen een toelage voor elk verbeterd examenwerk.

.../...

Die toelagen zijn forfaitair. Hun bedrag is hoger wanneer de voordracht is gehouden voor academisch gevormden met ten minste de graad van licentiaat.

De bedragen van die toelagen zijn aangegeven in de bij dit besluit gevoegde tabel I.

Artikel 17.-

De leden van de voor het mondeling gedeelte van het examen ingestelde commissie, met inbegrip van de voorzitter, alsmede de in artikel 15 bedoelde personeelsleden, ontvangen een toelage die per uur prestatie wordt berekend.

De bedragen van die toelagen zijn aangegeven in de bij dit besluit gevoegde tabel II.

Artikel 18.-

§ 1. De voordrachtgever en de leden van de examencommissie, met inbegrip van de voorzitter, hebben recht op terugbetaling van de kosten van hun spoorreis in eerste klasse tussen hun woonplaats en Brussel. De in artikel 15 bedoelde personeelsleden hebben recht op terugbetaling van dezelfde reiskosten in derde klasse.

§ 2. De in § 1 bedoelde personen ontvangen, wanneer hun reis meer dan vijf uur duurt, een dagelijkse forfaitaire vergoeding voor verblijfkosten. Die vergoeding is hoger zo de reis ten minste acht uur duurt.

.../...

De reizen van een ononderbroken duur van meer dan vijf uur tot acht uur waarin het dertiende en het veertiende uur van de dag volledig begrepen zijn, geven aanleiding tot de toekenning van de vergoeding bepaald voor de reizen van een duur van ten minste acht uur.

Een forfaitaire toeslag op de vergoeding wordt verleend, wanneer de belanghebbende niet thuis heeft kunnen overnachten. Die toeslag is groter of kleiner naargelang de belanghebbende werkelijk bijkomende kosten heeft gemaakt of kosteloos heeft overnacht.

De bedragen van die vergoedingen en toeslagen zijn aangegeven in de bij dit besluit gevoegde tabel III.

Artikel 19.-

De Minister van Koloniën mag, waar zulks voor een degelijke recrutering vereist is, de geldigheid van werfreserves, die bij de inwerkingtreding van dit besluit bestaan, verlengen. In zodanig geval nemen de candidaten van de vorige reserve hun rang in vóór die van de overeenstemmende nieuwe reserve, welke krachtens dit besluit is gevormd.

Artikel 20.-

De ministeriële besluiten van 7 April 1949, 21 October 1949 en 18 Februari 1950 betreffende de inrichting van de vergelijkende examens voor toelating tot de Koloniale School voor de candidaten voor betrekkingen in het onderwijs in de kolonie worden opgeheven.

.../...

Artikel 21.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Brussel,

B I J L A G E N .

I. Forfaitaire toelagen
(bedoeld in artikel 16)

RECHTHEBBENDE	OBJECT	EENHEID	BEDRAG (in frank)	
			Voordracht voor academisch gevormden met ten minste de graad van licentiaat	Voordracht voor andere candidaten
Voordrachtgever	Voorbereiding der voordracht	---	500	350
Voordrachtgever	Houden van de voordracht	---	100	75
Voordrachtgever) Tweede corrector ( )	Verbetering der werken	per werk	30	25

.../...

II. Toelagen per uur.
(bedoeld in artikel 17)

Lid van de examencommissie	100 frank
Personeelslid belast met toezicht,enz.	60 frank.

III. Vergoeding voor verblijfkosten
(bedoeld in artikel 18)

OBJECT	BEDRAG (in frank) Lid van de examencommissie en voordrachtgever	Personeelslid met toezicht belast
Reis van meer dan 5 uur:	25	25
Reis van 8 uur of meer : / Reis van minder dan 8 uur, doch waarin het 13de en het 14de uur begrepen zijn:	125	65
Toeslag voor kosteloos nachtverblijf :	65	45
Toeslag voor nachtverblijf tegen betaling :	155	105

Mij bekend om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van ...

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M.SOMERHAUSEN, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	P.COART-FRESART, P. ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister
des Colonies.
van Koloniën.

Le 1953.

De 1953.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.